

COMMUNIQUÉ

Une double tutelle toujours aussi menaçante pour les lycées professionnels

En instituant un haut-commissaire à l'enseignement et à la formation professionnels, le gouvernement s'entête à maintenir les lycées pros sous double tutelle Travail/Éducation nationale. Les mêmes causes auront les mêmes effets : le sabotage des lycées professionnels risque de s'accroître avec la réforme qui va se déployer à marche forcée, malgré l'opposition massive des personnels et les désaveux successifs que subissent en instances les textes de la réforme. Le SNUEP-FSU dénonce la double tutelle qui réaffirme l'objectif gouvernemental de transformer le lycée pro sur le modèle de l'apprentissage.

L'expérience de double tutelle précédente avec une ministre déléguée a abouti sur des mesures qui vont aggraver considérablement le fonctionnement des lycées professionnels et dégrader aussi les conditions de travail des personnels. Le dialogue social a été de surcroît entièrement piétiné avec cette ministre.

La nomination de G. de Vitry, directeur de cabinet d'O. Dussopt alors ministre du Travail, renforce nos craintes quant à l'avenir de la voie professionnelle scolaire. Ce d'autant plus qu'il a la charge de coordonner les travaux relatifs à l'enseignement professionnel et d'en assurer le suivi de la mise en œuvre.

Si l'objectif de supprimer 15 à 25 % des filières non insérantes est confirmé, un véritable plan social pour les personnels concernés risque fort d'être mis en œuvre sans moyen. À l'heure du retour de l'austérité budgétaire, le risque est réel que les lycées pros paient le prix fort des coupes budgétaires alors que les moyens évalués à 20 milliards d'euros par an pour l'apprentissage ne sont aucunement remis en cause.

Ce n'est pas l'intérêt des élèves qui guide la réforme des lycées professionnels et l'institution d'un haut-commissaire mais l'intérêt des entreprises à la recherche d'une main d'œuvre peu coûteuse voire gratuite. L'augmentation des stages est une mesure uniquement au service des entreprises qui justifie en partie la nomination d'un haut fonctionnaire du ministère du Travail.

Le SNUEP-FSU continue son action sans relâche pour maintenir l'enseignement professionnel à l'Éducation nationale et pour un vaste plan de financement afin d'améliorer les conditions de travail des professeur·es de lycée professionnel et de garantir des enseignements ambitieux pour permettre aux élèves d'accéder à une première qualification par un diplôme et des poursuites d'études réussies.